

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 16/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LABORATOIRE OXENA**

Rue Marc Seguin – ZI La Motte  
26800 Portes-lès-Valence

Références : 20251007-RAP-DAEN1080  
Code AIOT : 0006102660

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour but de vérifier la conformité aux différentes mises en demeure en cours et de liquider l'astreinte en cours.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LABORATOIRE OXENA
- Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site classé SEVESO seuil haut est spécialisé dans la formulation de produits biocides, principalement à base d'eau de Javel. L'ensemble du site a été contrôlé.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction
- Produits chimiques

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
NC1_2023 – État des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1	Avec suites, Astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC1_2025quater – Quantités maximales autorisées	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
NC4_2025quater – Pastilles de chlore	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
NC5_2025quater – Absence de garanties financières	Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 1.5.2 et 1.5.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
NC2_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC3_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC6_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC7_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC8_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2	Avec suites, Astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC5_2024 – Étanchéité bassin de rétention Sud	Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 8.12.1	Avec suites, Astreinte	Poursuite partielle de l'astreinte pour la partie procédure	/
NC2_2025quater – Écart vidange bassin Sud	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2025

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
NC3_2025quater – Mesure des niveaux de nappe	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.10.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/11/2025
NC1_2025 – Autosurveillance rejets aqueux 24 h	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2 et 4.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	/
NC3_2024 bis – Absence de rétention dans le bâtiment produits finis	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	Avec suites, Astreinte	Poursuite de l'astreinte	/
NC6_2025quater – Mégots de cigarette en zone produits finis	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.13.4	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Immédiat
NC7_2025quater – Matières combustibles en zone de charge	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1	/	Demande d'action corrective	Immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC2_2024 – Rejets aqueux Bassin Sud	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
NC2_2024bis – Pollution des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 2.7.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
NC1_2025ter – Absence de clôture et fermeture du site	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
NC2_2025bis – Stockage d'emballages plastique hors zone	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mises en demeure n'ont été que partiellement respectées. Seule la bâche du bassin de rétention Sud a été changée et une procédure de vidange du bassin transmise.

Concernant les autres points (POI, prélèvements environnementaux, étiquetage, autosurveillance

des rejets aqueux, rétention in situ du bâtiment produits finis), aucune mesure permettant de respecter les mises en demeure n'a été prise.

De plus, les quantités stockées d'eau de Javel dépassent très largement les quantités autorisées, ce qui engendre des risques non pris en compte. De très nombreux GRV s'accumulent sur le site. De plus, des mégots de cigarettes ont été constatés dans deux zones non appropriées, à proximité de produits finis avec des matières combustibles. Des matières combustibles sont aussi présentes dans la zone de charge d'accumulateurs. Un risque de départ de feu, plus élevé que la normale, est donc présent.

Enfin, les garanties financières d'un montant d'environ 3 700 000 euros n'ont pas été renouvelées.

Globalement, la situation ne s'améliore pas significativement malgré les sanctions engagées et les écarts graves restent nombreux.

## 2-4) Fiches de constats

NC1\_2023 – État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors des visites d'inspection du 28/03/2023, du 09/10/2023, du 03/10/2024, du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents</p>

au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne.

**Constats :**

Une mise en demeure a été prise sur ce point de contrôle le 06/02/2025.

Lors de la visite du 29/04/2025, il a été constaté que la mise en demeure n'était pas respectée. Une astreinte administrative a été prise.

**Constats du 25/09/2025 :**

L'exploitant a présenté l'état des stocks synthétique. Il a également présenté un état des stocks plus détaillé en version dématérialisée.

Ces 2 types d' « état des stocks » ne mentionnent pas les déchets. Les noms des grandes familles de produits stockés et leur localisation ne sont pas mentionnés dans l'état des stocks synthétique. Aucun plan général des stockages n'a été présenté.

Dans l'état des stocks plus détaillé, les familles de mention de dangers des substances ne sont pas précisées.

Par courriel du 30/09/2025, l'exploitant a transmis un plan général des stockages. Il a également transmis un état des stocks détaillé mentionnant les produits, leur localisation, les familles par mention de dangers et les quantités associées. Cet état des stocks détaillé est conforme pour la partie « produits ». L'état des stocks des déchets n'est pas transmis.

L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit disposer d'un état des stocks conforme et d'un état des stocks synthétique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

NC1\_2025quater – Quantités maximales autorisées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.1.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Quantités maximales stockées

**Prescription contrôlée :**

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique ICPE et régime*	Intitulé de la rubrique	Volume d'activité
2630-b) (D)	Détergents et savons (fabrication de ou à base de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La capacité de production étant Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 50 t/j	capacité de production = 10 t/j
4510-1 (A) SEVESO seuil haut	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t	455 t d'eau de javel à 12,5 % et 9,6 % + 30 t d'autres produits  Quantité totale susceptible d'être présente = 485 t
4741-1 (A) SEVESO seuil haut	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t	voir annexe « informations sensibles – données non communicables au public »
2663-2-c) (DC)	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>	Bidons plastiques dans le local de stockage des emballages  Volume susceptible d'être stocké = 2 000 m <sup>3</sup>

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE) ou NC (Non Classé)

#### Constats :

L'état des stocks du 25/09/2025 indique la présence de quantités d'eau de javel supérieures au seuil de l'autorisation. Les quantités ne sont pas diffusables au public.

L'état des stocks du 30/09/2025 transmis par courriel indique la présence de quantités d'eau de javel supérieures au seuil de l'autorisation. Les quantités ne sont pas diffusables au public.

Les quantités de produits dangereux pour l'environnement, stockées, sont donc nettement supérieures aux quantités autorisées. L'exploitant ne respecte pas les quantités maximales autorisées pour les rubriques 4510 et 4741.



*Zone de stockage de GRV de produits dangereux côté Ouest (environ 300 t dans cette zone)*



*Autre photo de la zone Ouest*



*Stockage de GRV d'eau de Javel dans la zone extérieure Nord du bâtiment de produits finis*



*Stockage de GRV d'eau de Javel devant l'entrée des bureaux*

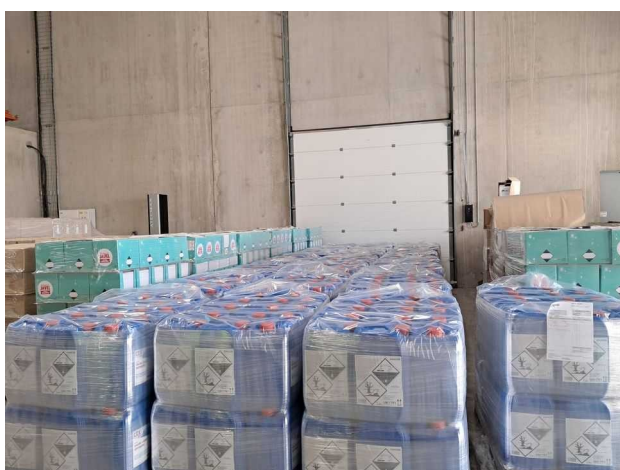




*Allée remplie de produits finis dans l'entrepôt  
« produits finis »*



*Autre allée remplie de produits finis dans  
l'entrepôt « produits finis »*



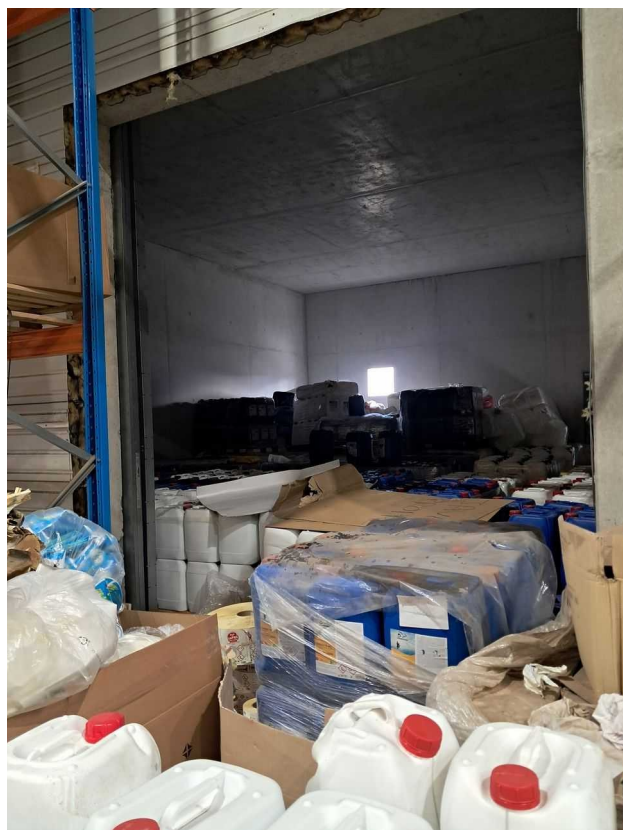
*Palettes de produit finis au niveau des quais de  
chargement dans l'entrepôt « produits finis »*



*Autre allée remplie de produits finis dans  
l'entrepôt « produits finis »*



*Autre allée remplie de produits finis dans l'entrepôt « produits finis »*



*Zone de stockage de produits chimiques à proximité de la zone de production*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit respecter les quantités maximales autorisées en produits dangereux pour l'environnement à n'importe quel moment. Les stocks doivent être réduits sous 15 jours.

**Une mise en demeure est proposée sur ce point à madame la préfète.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

NC4\_2025quater – Pastilles de chlore

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Nouveau produit

**Prescription contrôlée :**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

**Constats :**

L'état des stocks transmis le 30/09/2025 mentionne la présence de 7,3 t de pastilles de chlore.

Par courriel du 30/09/2025, faisant suite au questionnement de l'inspection, l'exploitant indique



qu'il s'agit d'un « produit de négoce ». Il précise n'avoir en stock d'une manière régulière qu'environ 1 palette de ce produit « Pastilles de chlore » et que le produit rentre dans le classement sous la rubrique 4510.

Dans son dossier de demande d'autorisation, l'exploitant s'est clairement engagé à ne plus commercialiser de pastille de chlore : page 12 « Le site ne commercialisera plus les pastilles chlorées. » et page 66 « Le site ne commercialisera plus les pastilles chlorées (conditionnées en pot de 500 g ; cette activité sera supprimée. »

Par courriel du 09/10/2025, l'exploitant a transmis la fiche de données de sécurité du produit « COMPRIMÉS CLEANPILL » du 06/04/2022 révision 1. Ces pastilles contiennent du troclosène sodique (n°CAS 51580-86-0 – autre nom : Dichloro isocyanurate de sodium) à plus de 75 %. Il est mentionné que ce produit n'est pas comburant dans la FDS. Elle mentionne que le produit est H400 « Très toxique pour les organismes aquatiques » et H410 « Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme ». La fiche INRS d'octobre 2024 n°220 sur le Dichloroisocyanurate de sodium mentionne que cette substance est bien comburante. Les données sont donc contradictoires.

En tout état de cause, l'exploitant n'a pas respecté son engagement de ne plus stocker de pastilles de chlore. Les risques associés à ces produits sont susceptibles d'être différents des risques liés à l'eau de javel. De plus, il n'a pas porté à la connaissance de madame la préfète tous les éléments d'appréciation relatifs à cette nouvelle activité, notamment concernant les risques associés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit porter à la connaissance de madame la préfète tous les éléments d'appréciation relatifs à cette nouvelle activité de stockage de pastilles de chlore, notamment concernant les risques associés sous 15 jours. Dans l'attente, le stock doit être supprimé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

NC5\_2025quater – Absence de garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 1.5.2 et 1.5.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Garanties financières

**Prescription contrôlée :**

**Article 1.5.2**

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée dans la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement.

Rubrique	Libellé des rubriques
4510-1 (A) SEVESO seuil haut	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t

4741-1 (A) SEVESO seuil haut	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t
<p>Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à trois millions sept cent vingt-sept mille euros (3 727 000 € TTC). L'indice TP01 pris en compte est de 717,5 (12/2020).</p> <p><b>Article 1.5.4</b> Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis l'attestation de renouvellement de ses garanties financières qui ont expiré depuis le 24/02/2025. Les 4 relances de l'inspection depuis juin 2025 sont restées sans réponse concrète.</p> <p>Il ne dispose donc pas de garanties financières.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit disposer de garanties financières à hauteur d'environ 3 727 000 € (à actualiser avec le nouvel indice TP01 en vigueur) sous 15 jours.</p> <p><b>Une mise en demeure est proposée sur ce point à madame la préfète.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>	

NC2\_2023 – POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 28/03/2023, du 03/10/2024, du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> À partir des éléments fournis par les études de dangers, un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. L'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 susvisé précise

son contenu.

Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI établi en application de l'article R. 515-100 du code de l'environnement.

Le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

**Constats :**

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.

L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.

**Constats du 25/09/2025 :**

L'exploitant a justifié de la contractualisation de la rédaction du POI par une entreprise extérieure. Il indique ne pas avoir reçu une prestation conforme et que la rédaction est reprise en interne.

Par courriel du 29/09/2025, la version 5 du POI a été transmise. Le POI ne comprend toujours pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. En effet, les dispositions indiquées en page 37 du pdf sont imprécises et ne sont pas opérationnelles (indication des grands axes sans précision sur qui, quoi, où, quand, comment),
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux. En effet, les équipements précis, les substances pouvant être prélevées, les milieux de prélèvement et leur disponibilité ne sont pas précisés ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher ne sont pas précisés ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ne sont plus indiquées.

L'exploitant n'a pas présenté de contrat avec un prestataire extérieur pour faire les premiers prélèvements environnementaux. Aucune disposition en interne n'est prise sur ce sujet.

Il n'a pas répondu à la mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Poursuite de l'astreinte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 28/03/2023, du 03/10/2024, du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle. L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.  <b>Constats du 25/09/2025</b> L'exploitant a justifié de la contractualisation de la rédaction du POI par une entreprise extérieure. Il indique ne pas avoir reçu une prestation conforme et que la rédaction est reprise en interne.  La version 5 du POI ne prévoit pas la disponibilité des personnels ou organismes et équipements dans les délais adéquats. L'exploitant n'a donc pas répondu à la mise en demeure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Poursuite de l'astreinte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 28/03/2023, du 03/10/2024, du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le

déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
<b>Constats :</b> Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle. L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.  <b>Constats du 25/09/2025</b> L'exploitant a justifié de la contractualisation de la rédaction du POI par une entreprise extérieure. Il indique ne pas avoir reçu une prestation conforme et que la rédaction est reprise en interne.  La version 5 du POI du 29/09/2025 n'indique pas clairement les noms ou fonctions des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgences (a). Ce point est non conforme. Les responsables des mesures d'atténuation sont cependant indiqués page 28. b) Les noms ou fonctions du responsable des liaisons avec l'autorité préfectorale du plan particulier d'intervention ne sont pas présents (pas de mention du PPI dans le POI). Ce point est non conforme. c) Concernant les épandages, des mesures sont prévues. Cependant, concernant un départ de feu, la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention n'est pas mentionnée. Ce point est non conforme. d) L'évacuation des personnels est prévue et le port des EPI également. Le système d'alerte est prévu. Cependant, le point de rassemblement est au pied du bâtiment « produits finis » (page 12) et est situé dans les zones d'effets létaux toxiques, ce qui n'est pas adapté. Ce point est non conforme. L'exploitant n'a donc pas répondu à la mise en demeure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Poursuite de l'astreinte

#### NC7\_2023 – Contenu POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 28/03/2023, du 03/10/2024, du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et

à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
<b>Constats :</b> Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle. L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.
<b>Constats du 25/09/2025</b> L'exploitant a justifié de la contractualisation de la rédaction du POI par une entreprise extérieure. Il indique ne pas avoir reçu une prestation conforme et que la rédaction est reprise en interne.
e) La version 5 du POI ne mentionne pas le PPI. La fiche réflexe du DOI, page 29, met au second plan l'information de la DREAL et de la préfecture. Ce point est non conforme. La fiche d'information page 39 prévoit les types d'informations à fournir immédiatement et quelques mesures à fournir au fur et à mesure. f) Des plans d'accès, des plans de localisation des organes de coupures et des éléments issus de l'étude de dangers sont prévus dans le POI. La remise de l'état des stocks aux services de secours est prévue. Cependant, certains plans représentent l'ancienne configuration du site, sans le nouveau bâtiment « produits finis ». Ce point est non conforme. g) Aucune disposition relative à la formation du personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont prévues. Ce point est non conforme. h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas mentionnées. Ce point est non conforme.
L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Poursuite de l'astreinte

#### NC8\_2023 – Contenu POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors des visites d'inspection du 28/03/2023, du 03/10/2024, du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances ».



Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
<p><b>Constats :</b>  Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.  L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.</p> <p><b>Constats du 25/09/2025</b>  L'exploitant a justifié de la contractualisation de la rédaction du POI par une entreprise extérieure. Il indique ne pas avoir reçu une prestation conforme et que la rédaction est reprise en interne. La version 5 du 29/09/2025 ne prévoit pas davantage de dispositions opérationnelles pour la réalisation des prélèvements environnementaux que les versions précédentes. Elle ne mentionne pas non plus les substances toxiques à rechercher ni les produits de décomposition.</p> <p>Il n'a pas présenté de contrat avec une société extérieure pour la réalisation des prélèvements environnementaux en cas d'urgence.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Poursuite de l'astreinte</p>

#### NC2\_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 09/10/2023, du 03/10/2024, du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.[...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.  L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.</p> <p><b>Constats du 25/09/2025 :</b>  L'exploitant indique avoir réalisé une campagne d'étiquetage mais que les moyens de collage des étiquettes n'ont pas été suffisamment efficaces. Les étiquettes se sont donc, pour partie, détériorées ou envolées.</p> <p>En effet, l'inspection a constaté que les grandes cuves de javel extérieures ont eu des étiquettes qui sont partiellement enlevées. De nombreux GRV (plusieurs dizaines) n'ont pas d'étiquetage ni du nom du produit ni les pictogrammes et mentions de dangers ou comporte le nom de l'ancien</p>

produit contenu.
La mise en demeure n'est pas respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit disposer de fûts, réservoirs et autre emballages comportant en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés (nom, mentions de dangers, conseils de prudence).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Poursuite de l'astreinte

## NC2\_2024 – Rejets aqueux Bassin Sud

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 03/10/2024, du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Le rejet direct des eaux pluviales de voirie, même après traitement, est interdit.  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment sur les voiries, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont dirigées en permanence vers un bassin de confinement d'une capacité minimale de 2 000 m <sup>3</sup> . Cette capacité doit être disponible en permanence.  Ces eaux ne peuvent être envoyées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité.  L'échantillon prélevé doit être représentatif des eaux contenues dans le bassin.  Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres suivants et doivent être inférieures aux valeurs limites fixées ci-après : Hydrocarbures totaux : 1 mg/L Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : 0,1 µg/L Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène : 10 µg/L Chlorure de vinyle : 0,5 µg/L 1,2-dichloroéthane : 3 µg/L Total des trihalométhanes (THM) : 100 µg/L Chlore libre et total : / Chlorites : 0,20 mg/L Chlorures : 250 mg/L Conductivité : > ou égale à 180 et < ou égale à 1000 µS/cm à 20 °C pH : > ou égal à 6,5 et < ou égal à 9

<p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin est établie. Les analyses préalables au rejet et le comparatif aux valeurs limites sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.</p> <p>L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.</p> <p><b>Constats du 25/09/2025 :</b></p> <p>Par courrier reçu le 01/08/2025, l'exploitant a transmis la procédure de vidange du bassin de rétention Sud. Bien que celle-ci ne comporte pas explicitement tous les paramètres à analyser, l'inspection considère qu'elle est conforme. Il a donc répondu à la mise en demeure sur cet aspect.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure</p>

#### NC5\_2024 – Etanchéité bassin de rétention Sud

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 8.12.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 03/10/2024, du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les vérifications sont effectuées au moins annuellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.</p> <p>L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.</p> <p><b>Constats du 25/09/2025</b></p> <p>L'inspection a constaté que la bâche du bassin Sud a été changée. L'exploitant a présenté la facture de la société EGC du 30/08/2025 pour la dépose et pose d'une géomembrane d'étanchéité pour 25 600 €. Il indique que les travaux ont été menés fin août 2025. Il n'a pas trouvé nécessaire de prévenir l'inspection sur ce point crucial. L'exploitant n'a cependant pas justifié de l'étanchéité de la bâche (aucun rapport ou dossier d'ouvrage exécuté de l'entreprise</p>

n'en attestant). Des eaux étaient présentes dans la bâche, probablement dues aux fortes pluies du début de semaine.

L'inspection a contrôlé la vanne d'isolement du bassin : celle-ci était fermée.

Par courriel du 09/10/2025, l'exploitant a transmis le dossier d'ouvrages exécutés du 07/10/2025 pour la mise en place de la bâche par la société EGC Galopin entre le 01/09/2025 au 05/09/2025. Il indique que la bâche est étanche. L'exploitant a donc justifié de l'étanchéité de la bâche du bassin Sud. La mise en demeure est respectée pour cet aspect.

La procédure de vérification de l'étanchéité n'a pas été présentée. L'exploitant a donc répondu partiellement à la mise en demeure.



*Bassin Sud avec la nouvelle bâche*



*Bassin Sud avec la nouvelle bâche*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre les consignes écrites précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité de ce dispositif de rétention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Poursuite partielle de l'astreinte

NC2\_2025quater – Écart vidange bassin Sud

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment sur les voiries, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont dirigées en permanence vers un bassin de confinement d'une capacité minimale de 2 000 m<sup>3</sup>. [...]

Ces eaux ne peuvent être envoyées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité.  
L'échantillon prélevé doit être représentatif des eaux contenues dans le bassin.

Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres suivants et doivent être inférieures aux valeurs limites fixées ci-après :

Hydrocarbures totaux : 1 mg/L

<p>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : 0,1 µg/L  Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène : 10 µg/L  Chlorure de vinyle : 0,5 µg/L  1,2-dichloroéthane : 3 µg/L  Total des trihalométhanes (THM) : 100 µg/L  Chlore libre et total : /  Chlorites : 0,20 mg/L  Chlorures : 250 mg/L  Conductivité : &gt; ou égale à 180 et &lt; ou égale à 1000 µS/cm à 20 °C  pH : &gt; ou égal à 6,5 et &lt; ou égal à 9  Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.  Une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin est établie.  Les analyses préalables au rejet et le comparatif aux valeurs limites sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le bulletin d'analyses des eaux issues du bassin Sud daté du 20/08/2025 pour un prélèvement du 09/07/2025. Tous les paramètres prévus dans l'arrêté préfectoral ont été analysés. La conductivité n'a pas été mesurée à la bonne température (25 °C pour une température prescrite de 20 °C). L'échantillon est conforme sur tous les paramètres sauf la conductivité à 25 °C qui est de 122 µS/cm pour un attendu minimum de 180 µS/cm. L'exploitant indique que la vidange du bassin a été faite suite à la réception de ces résultats alors qu'il ne pouvait conclure en l'état à la conformité des rejets aqueux.</p> <p>Aucun élément assurant la traçabilité de l'opération de vidange n'a été produit.</p> <p>L'exploitant n'a pas suivi la procédure qu'il a mise en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit assurer la traçabilité des rejets d'eaux issues du bassin Sud conformément à la procédure qu'il a établie. L'ensemble des paramètres doit être analysé et conforme avant rejet. Les éléments de traçabilité doivent être transmis pour le prochain rejet et transmis d'ici le 30/11/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30/11/2025</p>

#### NC2\_2024bis – Pollution des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 2.7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement et conformément à l'article 2.71, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 2.7.2, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse mensuelle à trimestrielle, le rapport de synthèses est transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre de la mesure.

**Constats :**Constats du 10/12/2024 :

L'exploitant ne réalise pas la déclaration dans GIDAF de son autosurveillance des eaux souterraines pour toute l'année 2024. L'inspection s'est fait remettre les bulletins d'analyses trimestrielles des eaux souterraines en mains propres lors de la visite. Les mesures ont été réalisées les 07/03/2024, 02/05/2024, 17/09/2024 et le 07/11/2024. La fréquence trimestrielle d'autosurveillance est respectée.

Les mesures de septembre et novembre 2024 laissent apparaître des pollutions au droit du puits P1 et du piézomètre Pz1 (aval des puits d'infiltration).

Paramètres	17/09/2024 Puits P1	17/09/2024 Pz1	07/11/2024 Puits P1	07/11/2024 Pz1
chloroforme	0,116 mg/L	0,002 mg/L	0,6 mg/L	0,0046 mg/l
bromodichloromét hane	0,009 mg/L	< LQ	0,1 mg/L	< LQ
chlorodibromomét	0,005 mg/L	< LQ	0,06 mg/L	< LQ

hane				
bromoforme	0,0048 mg/L	< LQ	0,03 mg/L	< LQ
chlorate	5,7 mg/L	< LQ	non mesuré	non mesuré
conductivité	1 600 µS/cm	435 µS/cm	3 400 µS/cm	450 µS/cm

La pollution est plus faible au Pz1 en septembre et novembre 2024.

Les piézomètres Pz2 et Pz3 ne présentent pas d'anomalie.

La hauteur d'eau a été mesurée en Pz1, Pz2 et Pz3 mais pas en P1 en novembre 2024.

La hauteur d'eau a été mesurée en septembre 2024 sur tous les points de surveillance.

Le sens d'écoulement de la nappe n'est déterminé pour aucune campagne et en l'absence de cotation NGF, il est difficile de tirer des conclusions sur l'origine de la pollution. L'exploitant déclare ne pas avoir eu de déversement accidentel sur site depuis plusieurs années. Il indique avoir fait faire des mesures le 28/11/2024 par le laboratoire CERECO. Il est dans l'attente des résultats.

L'exploitant indique faire une surveillance de la conductivité des eaux issues du puits P1. Le 09/12/2024, la conductivité mesurée en interne est de 1 728 µS/cm, ce qui indique une anomalie. Il déclare que les résultats de cette surveillance interne depuis fin septembre 2024 montrent un pic de conductivité en début de semaine avec une baisse durant la semaine, puis un nouveau pic les lundis.

L'exploitant n'a pas averti l'inspection de cette pollution identifiée et du plan d'actions associé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024:

L'exploitant doit déclarer dans GIDAF son autosurveillance des eaux souterraines dans le mois qui suit la réalisation des mesures. Les résultats de 2024 doivent être portés dans GIDAF d'ici le 28/02/2025.

En l'absence de détermination du sens d'écoulement de la nappe, l'origine de la pollution ne peut être déterminée. L'exploitant doit transmettre à l'inspection son plan d'investigations et d'actions quant à l'identification et à la réduction de la pollution d'ici le 28/02/2025.

Constats du 29/04/2025 :

L'exploitant a fait mesurer le niveau des eaux souterraines sur les 3 piézomètres et le puits de prélèvement le 24/02/2025. Les données indiquent que le sens d'écoulement des eaux souterraines est à l'inverse du sens prévisible d'écoulement de la nappe, soit de l'Ouest vers l'Est. Cependant, l'exploitant indique que les mesures ont été réalisées sans la mise à l'arrêt du forage de prélèvement. Un cône de rabattement est donc potentiellement présent au droit de la zone de mesure sur le puits P1, ce qui fausse les données.

Il indique ne pas avoir mené d'autres actions particulières permettant de réduire ou identifier la source cette pollution. Les données de 2024 n'ont pas été déclarées dans GIDAF.

Par courriel du 14/05/2025, l'exploitant a transmis les analyses d'autosurveillance des eaux souterraines du 17/03/2025. La concentration en polluants a nettement diminué au Pz1 et puits P1 sur tous les paramètres. Des traces de chloroforme à raison de 44 µg/L au P1 et 4 µg/L au Pz1 et des traces de bromoforme à 2 µg/L au P1 sont présentes. Les autres polluants sont en deçà de la limite de quantification. La pollution n'est donc plus alimentée à ce jour.

L'exploitant n'a pas répondu à la demande concernant GIDAF et la détermination du sens d'écoulement de la nappe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 29/04/2025 :

L'exploitant doit déclarer dans GIDAF son autosurveillance des eaux souterraines dans le mois qui suit la réalisation des mesures. Les résultats de 2024 et 2025 doivent être portés dans GIDAF d'ici le 30/06/2025.

**Constats du 25/09/2025 :**

La déclaration des résultats de surveillance des eaux souterraines a été faite dans GIDAF pour mars et juin 2025. Le paramètre THM n'a pas été analysé et la profondeur de la nappe au puits n°1 n'a toujours pas été mesurée. Lors de la visite, l'exploitant a remis les bulletins d'analyses de juin 2025. Pour les PZ1, PZ2 et PZ3, le niveau de la nappe n'a pas été relevé par rapport à la côte NGF,

<p>ce qui ne permet toujours pas de conclure sur le sens d'écoulement de la nappe. Un comparatif doit être transmis. L'exploitant indique que les mesures ont été faites avec le prélèvement à l'arrêt. Cependant, les concentrations en polluants ont nettement diminué. En effet, au puits n°1, seul du chloroforme est détecté à raison de 3,9 µg/L. Au PZ1, seul du chloroforme est détecté à raison de 0,88 µg/L. Aucun polluant n'est détecté aux PZ2 et PZ3.</p> <p>Ce point est clôturé, car la pollution est résiduelle. La mesure du niveau de la nappe est suivi par un autre point de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### NC3\_2025quater – Mesure des niveaux de nappe

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.10.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveau de nappe</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.[...]</p>
<p><b>Constats :</b> La profondeur de la nappe au puits n°1 n'a toujours pas été mesurée lors de la campagne de juin 2025. Lors de la visite, l'exploitant a remis les bulletins d'analyses de juin 2025. Pour les PZ1, PZ2 et PZ3, le niveau de la nappe n'a pas été relevé par rapport à la côte NGF, ce qui ne permet toujours pas de conclure sur le sens d'écoulement de la nappe. Un comparatif doit être transmis. L'exploitant indique que les mesures ont été faites avec le prélèvement à l'arrêt.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance doit être relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant doit joindre alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres pour la prochaine campagne de mesures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30/11/2025</p>

#### NC1\_2025 – Autosurveillance rejets aqueux 24 h

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2 et 4.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 4.7</b> Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. [...]</p>



**Article 4.9.2**

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit journalier	1552	instantané	Continu	Mensuelle
pH	1302	instantané	Continu	
température	1301	instantané	Continu	
MES	1305	24 h	Mensuelle	
DCO	1314			
DBO <sub>5</sub>	1313			
Azote global	1551			
Composés organiques halogénés ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106			
Phosphore total	1350			
Chlore libre	1398			
Chlorures	1337			
Chlorites	1735			
Chlorates	1752			
Nickel et ses composés	1386			
Chrome et ses composés	1389			
Chloroforme	1135			
THM	2036			

[...]

**Constats :**Constats du 10/12/2024 :

Les données d'autosurveillance n'ont pas été transmises dans GIDAF. L'exploitant a déclaré qu'il n'y a pas eu de rejet d'eaux industrielles depuis février 2024.

Lors de la visite, un rejet était en cours (débit 1,84 m<sup>3</sup>/h et pH à 7 / 5 879 m<sup>3</sup> cumulés rejetés depuis l'installation du débitmètre le 25/04/2024). L'exploitant indique qu'il s'agit des eaux issues de l'osmoseur.

Il y a donc des rejets d'eaux industrielles et les analyses doivent être réalisées, y compris sur les eaux issues de l'osmoseur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit réaliser la saisie des données d'autosurveillance dans GIDAF mensuellement sous 1 semaine. Les analyses des rejets aqueux doivent également être réalisées, y compris lorsque les eaux ne proviennent que de l'osmoseur sous 1 mois puis à une fréquence mensuelle.

Constats du 24/02/2025 :

L'exploitant déclare que les rejets industriels liés au traitement d'effluents javellisés ont repris en janvier 2025 car il y avait trop de GRV contenant l'effluent sur site (stockage de l'effluent entre février et décembre 2024).

L'exploitant n'a pas réalisé les analyses mensuelles de janvier et février 2025.

L'exploitant déclare que les prélèvements ne sont pas faits sur 24 h mais sur un prélèvement ponctuel. Il n'y a pas de préleveur automatique sur site et l'exploitant déclare que les prélèvements sont faits sans préleveur automatique asservi au débit.

Un devis du laboratoire CERECO pour la réalisation de la collecte, du transport et de l'analyse mensuelle des échantillons prélevés par l'exploitant validé le 24/02/2025 a été présenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 24/02/2025 :

L'exploitant doit réaliser les analyses mensuelles de ses rejets industriels sur un échantillon représentatif prélevé sur 24 h dès le mois suivant. Une mise en demeure a été prise.

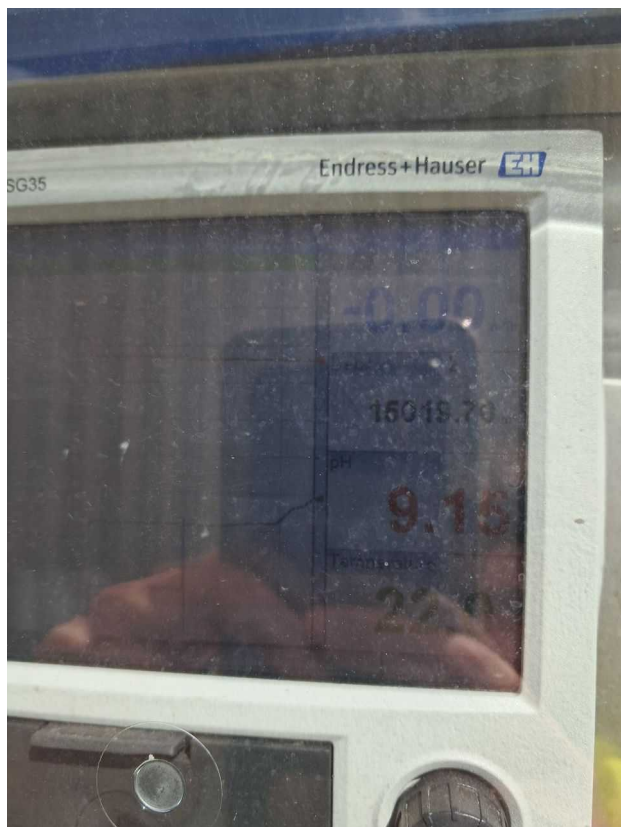
#### **Constats du 25/09/2025 :**

L'exploitant n'a réalisé aucune mesure sur un prélèvement 24 h sur ses rejets aqueux. Il indique n'avoir réalisé que des rejets issus de l'osmoseur et qu'il n'avait pas compris que les analyses devaient tout de même être faites. Pourtant, l'inspection a constaté que le volucompteur des rejets présente un volume rejeté de 15 019 m<sup>3</sup>, soit 4 129 m<sup>3</sup> supplémentaires par rapport à la visite du 29/04/2025. Il n'y avait pas de rejet ni de l'osmoseur, ni d'autre rejet lors de la visite.

L'exploitant envisage d'acquérir un préleveur 24 h. Il a présenté un courriel du 24/09/2025 de son fournisseur indiquant que la livraison du préleveur est prévue semaine 44.

Il n'a pas fait appel à un prestataire extérieur dans l'attente de l'installation de son propre matériel de prélèvement.

L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative est proposée.



*Écran du volucompteur, sonde pH et température*



*Regard avant rejet, sans rejet d'eau*

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires visant au respect de l'arrêté de mise en demeure du 25/03/2025 en réalisant des analyses sur l'ensemble des paramètres prévus sur un prélèvement 24 h sur les effluents aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

NC3\_2024 bis – Absence de rétention dans le bâtiment « produits finis »

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 10/12/2024 et du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b> Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle. L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.  <u>Constats du 29/04/2025 :</u> Les racks de stockage ont été mis en place et sont exploités dans le bâtiment Nord « produits finis ». Des palettes de petits contenants d'eau de Javel sont présentes. Ce stockage n'est pas sous rétention étanche, car les zones de dilatation de la dalle béton ne sont pas jointées y compris sur le pourtour de la dalle, la grande porte côté Est et les portes de quai ne comportent pas de seuil. Le sol à l'extérieur de l'entrepôt est cependant revêtu de bitume. Les zones extérieures proches, notamment les quais de chargement en béton présentent des joints non étanches. Les 2 regards tampons présents dans la cellule ne sont pas étanches ni obturés. Une des fissures constatée lors de la précédente inspection a été rebouchée. 2 seuils de portes d'environ 20 cm ont été placés devant 2 portes. L'exploitant a présenté le devis de la société CLAUDE M BTP du 17/04/2025 pour des travaux de reprise de joints et l'obturation de portes (le devis manque de précision sur la zone concernée) et l'ordre d'achat associée du 17/04/2025. En conclusion, le bâtiment « produits finis » ne forme pas rétention et n'est pas étanche. La mise en demeure n'est pas respectée. Une astreinte administrative a été prise sur ce point le 28/07/2025.  <b>Constats du 25/09/2025 :</b> Par courrier du 01/08/2025, l'exploitant indique que la rétention déportée (bassin Sud) permet de répondre à la mise en demeure. La mise en demeure prévoit bien la rétention in situ des produits finis, conformément au dossier de demande d'autorisation, et non de manière déportée. Le bassin Sud est supposé constituer une 2 <sup>e</sup> barrière de protection.  Aucun travaux de mise sous rétention in situ n'ont été menés depuis la dernière visite, y compris

au niveau des zones de dilatation et des 2 regards tampons. Les engagements de l'exploitant à créer une rétention in situ dans le bâtiment « produits finis » ne sont pas respectés, bien que le bâtiment soit neuf. La mise en demeure n'est pas respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit disposer d'un bâtiment de stockage de produit finis formant rétention d'un volume minimal de 500 m³.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Poursuite de l'astreinte

#### NC1\_2025ter – Absence de clôture et fermeture du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/06/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.  L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. [...]           L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
<b>Constats :</b> <u>Constats du 06/05/2025 :</u> Le portail Ouest du site n'est pas maintenu fermé en dehors des périodes de passage de véhicules ou de piétons. En effet, lors de cette inspection inopinée, un chauffeur de poids-lourds a pu pénétrer sur le site, sans contrôle d'accès préalable par le portail Ouest qui restait ouvert. De plus, la clôture Nord-Est, donnant vers l'entreprise Jacques Martin a été ouverte. L'exploitant ne dispose donc pas d'une clôture efficace sur la totalité de sa périphérie. <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 06/05/2025 :</u> L'exploitant doit maintenir ses portails fermés et prendre toutes les dispositions nécessaires au contrôle d'accès au site sous 15 jours. Le site doit être efficacement clos sur la totalité de sa périphérie sous 15 jours.  <b>Constats du 25/09/2025</b> Les deux portails étaient fermés lors de la visite et la clôture a été remise en état au Nord du site. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### NC2\_2025bis - Stockage d'emballages plastique hors zone

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage de matières plastiques au Sud est implanté à une distance d'au moins 12 mètres des limites de propriété et d'au moins 10 m des autres installations.
<b>Constats :</b> <u>Constats du 29/04/2025 :</u> Une quantité conséquente d'emballages plastiques est présente en dehors de la zone dédiée sous l'auvent. Ces emballages sont vers le bâtiment de production. La distance d'éloignement de 10 m n'est pas respectée (environ 6 m). Ils peuvent être une source de propagation d'incendie entre le stockage d'emballage sous l'auvent et la zone de production. L'exploitant indique que des emballages font l'objet d'un litige et qu'il est sur capacitaire pour son stock. Il est à noter que cet écart a déjà été relevé lors de l'inspection du 03/10/2024 avec un retour à la conformité, constaté le 10/12/2024 et lors de l'inspection du 06/12/2021 avec une mise en demeure pour un retour à la conformité, constaté le 11/04/2022. Ce point de vigilance a donc été signalé à plusieurs reprises à l'exploitant, y compris par voie de mise en demeure et cette distance d'éloignement n'est toujours pas respectée. <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 29/04/2025 :</u> L'exploitant doit maintenir éloigné ses stocks d'emballages plastique de la zone de production d'au moins 10 m afin de prévenir le risque de propagation d'incendie sous 15 jours. Une mise en demeure a été prise.  <b>Constats du 25/09/2025 :</b> Quelques palettes de bidons plastiques étaient situées en dehors de l'auvent de stockage des emballages (une dizaine de palettes/GRV) : les quantités ont nettement diminué. L'exploitant indique qu'il s'agit d'encours de production qui allaient servir dans la journée ou qui allaient être rangés.  L'inspection considère que la mise en demeure est respectée. Ce point constitue tout de même un point de vigilance en raison des risques de propagation d'incendie au bâtiment principal.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

NC6\_2025quater – Mégots de cigarette en zone produits finis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.13.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de nombreux mégots de cigarettes dans le regard de la zone de charge d'accumulateurs, dans la zone Nord-Est de l'entrepôt produits finis. D'autres mégots ont été constatés dans la rétention de la zone de traitement des effluents.



*Zone de charge d'accumulateurs dans la zone Nord-Est de l'entrepôt de produits finis*



*Intérieur du regard borgne de la zone de charge avec de très nombreux mégots de cigarettes*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La zone « produits finis » présente des risques incendie. Son incendie constitue un accident majeur. L'exploitant doit donc faire respecter immédiatement la règle d'interdiction d'apport de feu dans les zones présentant des risques d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** Immédiat

NC7\_2025quater – Matières combustibles en zone de charge

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

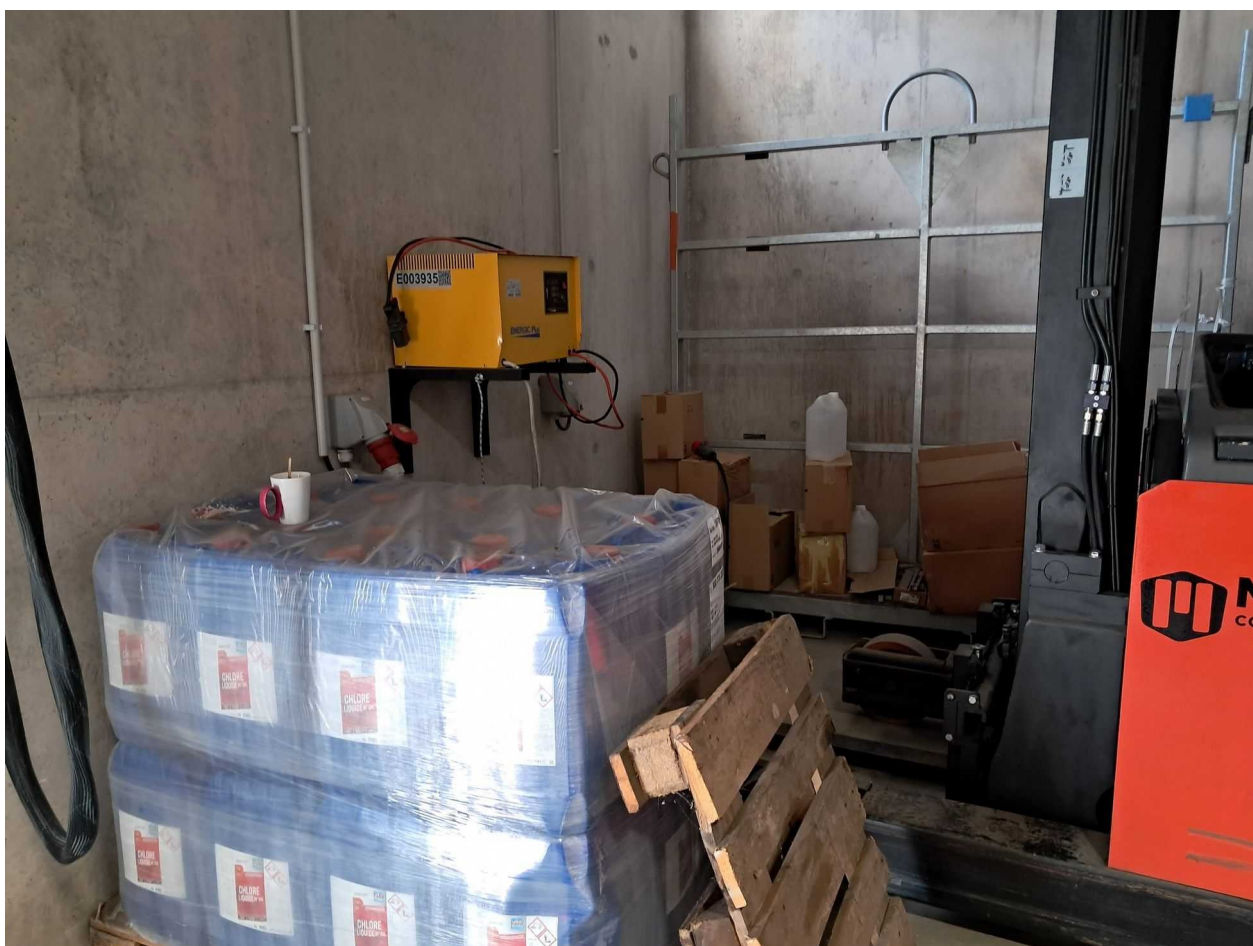
**Prescription contrôlée :**

Les opérations de charge d'accumulateurs susceptibles de dégager de l'hydrogène sont effectuées dans un local dédié. Aucune autre activité n'est réalisée dans ce local (pas de stockage ou de mise en œuvre de matériau combustible ou inflammable).[...]

**Constats :**

Plusieurs palettes de produits finis comportant des matériaux combustibles sont présentes dans la zone de charge d'accumulateurs (zone Nord-Est de l'entrepôt produits finis) à proximité immédiate des boîtiers de charge.





*Zone de charge avec des matières combustibles à proximité immédiate*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit retirer les matières combustibles de la zone de charge d'accumulateurs sans délai, en raison des risques de départ de feu liés à la charge d'accumulateurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective